

l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. J'ai la conviction que, loin de constituer un événement isolé, les discussions de Genève seront suivies de réunions et de travaux s'inspirant des principes qui doivent désormais nous guider dans cette entreprise de paix.

On me permettra sans doute de rappeler ici que le Canada a joué un rôle qui n'est pas négligeable dans les recherches qui ont abouti à la mise en valeur de l'énergie atomique. Quand le moment en sera venu, j'exposerai à la Commission ce que le Canada a réalisé dans le domaine de l'utilisation industrielle et agricole des isotopes radioactifs et de leurs applications médicales, tel l'emploi du Cobalt 60 pour le traitement du cancer, de même qu'en matière de détection des radiations y compris ses aspects sanitaires.

Grâce aux travaux considérables poursuivis chez lui sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, le Canada est maintenant en mesure de venir en aide à d'autres pays. C'est ainsi que nous avons pris récemment les dispositions pour doter l'Inde d'une pile atomique. Ce fut un motif de vive satisfaction pour le Canada de pouvoir partager ses ressources avec un pays auquel il est si étroitement uni par les liens d'une amicale association. Nous nous réjouissons également à la pensée que ce réacteur va servir également à d'autres nations amies d'Asie, puisque le Gouvernement indien entend permettre aux savants de pays voisins d'utiliser ces installations.

Désir de coopération

Le Canada souhaite coopérer dans toute la mesure du possible aux vastes mouvements d'évolution dont sont témoins le sud et le sud-est de l'Asie. Le sentiment d'admiration que nous entretenons à l'égard des populations de ces pays s'est sans cesse accentué grâce aux relations directes établies, entre elles et nous, dans le cadre des Nations Unies, du Plan de Colombo et plus récemment au sein des Commissions internationales pour la surveillance en Indochine. Je salue spécialement les populations du Laos, du Cambodge et du Vietnam pour lesquelles tant de Canadiens n'ont pas manqué depuis un an d'éprouver une affection et un respect profonds et qui, nous le souhaitons vivement, sauront bientôt occuper la place qui leur revient dans

nos conseils. Nous estimons injuste que tant de ces pays asiatiques aient été empêchés arbitrairement de se joindre à nous dans l'Organisation des Nations Unies.

Ceux qui douteraient du rôle que les pays d'Asie peuvent jouer dans cette Assemblée feraient bien d'étudier les délibérations de l'importante conférence qui s'est déroulée à Bandoeng le printemps dernier. Cette impressionnante réunion de représentants éminents de deux continents a valu un prestige considérable à ceux qui en avaient pris l'initiative. Même sans souscrire peut-être à toutes les conclusions de la conférence, nous rendons hommage à la sagesse et à la modération de ces hommes d'Etat qui ont su garder le sens des perspectives et des proportions en des temps marqués par les changements révolutionnaires et les conflits passionnés. Ce fut un puissant motif d'encouragement pour ceux d'entre nous qui croient profondément que l'Est et l'Ouest peuvent travailler ensemble pour le bien commun.

Admission de nouveaux membres

... Si je ne me trompe, vingt et une demandes d'admission à l'ONU sont encore en suspens. Ma délégation estime que l'exclusion prolongée d'un aussi grand nombre de pays constitue une grave lacune. Je sais que dans l'esprit de plusieurs délégués de sérieuses difficultés d'ordre juridique et constitutionnel empêchent d'en arriver à quelque solution pratique du problème. Préoccupés nous aussi par ces difficultés, nous ne reconnaissons pas moins qu'il faut faire face aux réalités politiques si on veut surmonter l'impasse qui persiste depuis si longtemps.

Tout en comprenant que les grandes puissances, en raison des responsabilités qu'elles assument sur le plan mondial, puissent s'inquiéter de telle ou telle candidature ou groupe de candidats, je demeure convaincu que cela ne devrait pas les amener nécessairement à s'opposer au désir d'une majorité importante des membres de cette Assemblée qui souhaitent voir l'ONU progresser aussi rapidement que possible vers une participation universelle.

La réalité politique fondamentale que nous ne pouvons ignorer c'est que, si elle ne représente pas véritablement la grande